

*Questions orales*

Il y a un an, certaines personnes nous mettaient en garde contre l'introduction de la TPS en alléguant que cette taxe stimulerait l'économie clandestine car des entreprises trouveraient toutes sortes de moyens d'éviter de la payer. Ces mêmes personnes soutiennent maintenant que leurs mises en garde étaient fondées.

Maintenant que la TPS est en vigueur depuis près d'un an, le ministre peut-il dire à la Chambre si l'économie clandestine prend de l'ampleur? Si oui, la TPS en est-elle responsable et qu'entend-il faire à ce sujet?

**L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national):** Monsieur le Président, comme le sait le député, c'est notre gouvernement qui a eu le courage de supprimer la vieille taxe fédérale dépassée sur les ventes des fabricants parce qu'elle nuisait à la compétitivité des Canadiens.

En nous fondant sur les personnes inscrites sur les rôles d'imposition, nous avons prévu qu'entre 1,4 et 1,6 million de personnes s'enregistreraient pour la nouvelle taxe sur la valeur ajoutée, connue sous le nom de TPS.

Tous les députés seront heureux, j'en suis sûr, de savoir que, le mois dernier, il y avait 1 727 975 personnes enregistrées, ce qui confirme l'expérience de la Nouvelle-Zélande selon laquelle une grande partie de l'économie parallèle, pas toute mais une grande partie, s'est révélée au grand jour pour profiter des radiations et des crédits de taxe sur les intrants, ce qui est dans l'intérêt de la compétitivité et de l'économie du Canada.

\* \* \*

**LA PAUVRETÉ**

**M. Sergio Marchi (York-Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Il est difficile de croire que l'agglomération torontoise est désormais une ville où un habitant sur cinq vit au-dessous du seuil de la pauvreté et où plus de la moitié des sans-abri se trouvent être des enfants.

Je demande au ministre pourquoi le gouvernement a été si indifférent à cette immense crise économique et quand la ville de Toronto peut s'attendre à des mesures fédérales visant à stimuler une région de notre pays qui est indispensable à notre prospérité économique nationale et à améliorer une situation sociale qui s'aggrave de jour en jour.

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député sait que nous avons en place plusieurs projets d'habita-

tion. L'un des meilleurs moyens de stimuler la construction domiciliaire est de faire baisser et de maintenir à un bas niveau les taux d'intérêt. C'est clairement le moyen le plus important.

**M. Marchi:** Mais les gens ne travaillent pas, Don.

**M. Mazankowski:** Monsieur le Président, s'il veut me poser cette question, j'y répondrai aussi.

Le fait est que l'un des points forts de l'économie canadienne est l'investissement du secteur de l'habitation qui a augmenté de 17,2 p. 100 pendant le troisième trimestre et qui a porté le nombre des logements mis en chantier à 204 000, ce qui est le chiffre le plus élevé en 17 mois. Cela devrait être encourageant pour tout le monde.

**M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord):** Monsieur le Président, je dois dire au ministre des Finances que, s'il fait de son mieux, alors je pense que cela ne suffit plus aux Canadiens.

Ce mois-ci, Toronto va atteindre un chiffre très déprimant: 100 000 associés sociaux. Le commissaire du ministère des Services communautaires de Toronto a déclaré: «Nous en sommes probablement au même point que pendant l'hiver 1938-1939.»

Je demande au ministre des Finances de me dire quand le gouvernement va remédier à cette grave crise et redonner un espoir bien nécessaire aux habitants de Toronto.

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Naturellement, monsieur le Président, nous connaissons des temps difficiles. La reprise n'est assurément pas aussi marquée que nous l'avions espéré ou que nous le voudrions. Cette situation se reflète aussi dans la conjoncture internationale.

Comme nous venons de l'apprendre il y a quelques minutes, l'OCDE a ramené ces prévisions de croissance moyenne de 2,9 à 2,2 p. 100. L'économie américaine a été rajustée à la baisse, la croissance étant ramenée de 2,9 à 2,2 p. 100. Les perspectives d'avenir du Canada restent très prometteuses d'après l'OCDE et d'autres organismes parce que nous avons un plan. Nous tenons bon. Nous continuerons dans cette voie parce que cela assurera à long terme la prospérité.

\* \* \*

[Français]

**LA TAXATION**

**M. Guy St-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.